

Point d'information sur la réinvention

Par Julien Bayou pour le bureau exécutif, conseil fédéral décembre 2018

Un parti politique, comme toute organisation humaine, doit se remettre périodiquement en question et s'adapter pour tenir compte de l'évolution de son environnement.

Europe Ecologie Les Verts ne fait pas exception et c'est pourquoi, lors du congrès de Pantin, mi 2016, nous avons décidé d'engager un questionnement de nos règles et de nos pratiques en vue de les faire évoluer.

L'époque, ses urgences, la conscience écologique qui progresse chaque jour dans l'opinion nous obligent à créer les conditions d'un outil « parti politique » aussi fonctionnel et efficace que possible, en phase avec les exigences du temps.

Depuis 2016, la réinvention est au cœur de la démarche du mouvement, malgré les difficultés liées au manque de moyens et au redressement des comptes du mouvement et dans le respect de la priorité à accorder aux campagnes.

- Le hack, mars 2016
- Le Congrès avec les textes de chaque motion posant la nécessité d'une réinvention partielle ou totale de notre mouvement ;
- Le questionnaire de fin 2016 – début 2017 qui a permis de poser un premier diagnostic ;
- La primaire ouverte moyennant 5 euros (avec 10.000 inscrit.e.s) ;
- L'élaboration collaborative du projet présidentiel ;
- Le “droit de suite” offert aux sympathisants participants à la primaire pour orienter et décider de la suite de la campagne présidentielle (90% et 80% aux votes sur l'ouverture de discussions et sur le retrait de notre candidat) ;
- Les temps d'échange de chaque conseil fédéral ;
- Le développement des votes électroniques entre les séances du Conseil fédéral ;
- Les ateliers de chaque journées d'été et en particulier ceux des JDE 2018 où nous avons pu échanger avec des représentants de différentes organisations elles-mêmes en plein chantier et ensuite en tirer entre nous quelques enseignements ;

- L'expérimentation "adhésion à prix libre" dans quelques régions dont l'Ile de France et le Nord Pas de Calais fin 2018 (près de 200 adhésions, 40 euros en moyenne) ;
- L'expérimentation du financement citoyen et participatif, sur la base de dons à l'appui de projets ou campagnes ;
- La transparence sur les finances, les indemnités, les reversements etc. ;
- ainsi que les déclinaisons régionales ou locales, comme Grenoble fonctionnant sans CPD etc.
- Et Juin et septembre 2017, vote par le Conseil fédéral de deux motions pour l'organisation d'Assises de l'écologie politique devant aboutir à la fondation d'un nouveau mouvement.

La société ne s'est pas arrêtée pendant ce temps là.

Plusieurs tendances lourdes se dégagent :

- Reconstruction de la gauche autour de l'écologie, même si parfois de manière factice
- Emergence des "mouvements" autour de personnalités, structures légères et attrayantes de prime abord mais dépourvues de démocratie
- Mises en difficulté de l'ensemble des corps intermédiaires
- Archipélisation des organisations politiques en particulier dans l'axe progressiste
- importance toujours plus grande des "débat" et de l'activité militante en ligne

...

et émergence de l'écologie comme un sujet central. Dans le passé, il y a pu avoir des périodes où l'écologie / la protection de l'environnement étaient "tendances", comme au moment du pacte Hulot ou en amont de la cop 15 de 2009. La période est cependant différente car l'écologie occupe une place centrale dans les débats (impact du dérèglement climatique, glyphosate, fiscalité écologique...) et s'installe (durablement ?) en tête des

priorités des Français-e-s.

Leçons tirées :

- Les dysfonctionnements d'EELV sont nombreux : clanisme, règles parfois inapplicables, survalorisation des divisions, difficulté à construire du consensus... Le seul fait que nous suspendions nos règles à chaque désignation montre que celles-ci sont dépassées.
- L'organisation de nos débats au Conseil Fédéral pourrait être grandement améliorée (préparation, déroulement des débats, amendements, restitutions aux adhérent-e-s...) et chaque grand week-end se prépare comme un temps fort (y compris conflictuel) mais laisse un sentiment de démocratie intermittente entre chaque CF ;
- La coopérative n'a pas fonctionné ;
- La bienveillance n'est parfois qu'un mot ;
- Les adhérent-e-s non signataires d'une motion peuvent se sentir "à part" alors qu'ils sont plus nombreux ;
- Les motions ne produisent pas ou peu de réflexions ;
- Certaines commissions sont à l'arrêt ;
- Les groupes locaux quand ils fonctionnent sont trop souvent axés sur le rapport à l'interne (débrief du CPD qui débriefait du CPR qui débriefait ou préparait le CF...) ;
- Le rapport même aux groupes locaux pose question vu l'émergence de l'importance de l'activité militante en ligne ;
- Notre structure mêle fédéralisme et confédéralisme et le rapport régions-national n'est pas aisé à lire...

Notre rapport au pouvoir est proche de la schizophrénie, nous cherchons des leaders, sans les accepter, nous peinons à faire émerger des personnalités sur le moyen-terme, avides et habiles que nous sommes à remettre constamment en question nos décisions.

Objectif :

Nous pensons que le moment est venu d'enclencher la deuxième phase de notre projet qui, en articulation avec la démarche des Assises, doit aboutir avant la fin de 2019 à une refondation de notre mouvement, à partir notamment d'un nouveau processus de rassemblement.

L'objectif n'est en effet pas un simple toilettage de nos statuts. Cette

refonte doit découler de l'évolution de notre mouvement rendue nécessaire au regard de la situation.

La situation a radicalement changé depuis le temps de la rédaction de notre manifeste (2011). Si le diagnostic fondamental, la charte des valeurs, les principes et les propositions et axes du projet écologiste sont toujours aussi lucides et pertinents, la progression de la prise de conscience et la matérialisation du risque climatique impliquent de repenser le rôle du mouvement écologiste.

Le rôle du mouvement de l'écologie politique n'est pas ou plus seulement d'être avant-gardiste et de proposer des idées pour candidat.e.s mieux placé.e.s. Notre ambition est bien celle de la conquête des responsabilités pour mettre en œuvre un projet résolument écologiste. Y compris dans le cadre de scrutins majoritaires.

L'objectif de la séquence de refondation est donc de modifier les codes de fonctionnements du mouvement écolo pour se donner les moyens de transformer son environnement (la vie politique française).

Pour ce faire, nous devons travailler sur différents axes :

- Simplicité et ouverture. Un parti simple d'accès et d'appropriation.
- Capacitation. Un parti qui donne à chacun.e les outils pour agir concrètement sur le réel.
- Responsabilité. Un parti qui s'organise pour faire accéder réellement les écologistes aux responsabilités et donc assume le rapport au leadership.
- Bienveillance Un parti qui fait vivre la bienveillance en son sein et avec le reste de la société, et du vivant.

Calendrier :

Un premier état des réflexions sera livré début décembre au Conseil fédéral et permettra de déterminer le calendrier 2019 d'Europe Ecologie Les Verts et, notamment, l'organisation d'un référendum pour soumettre à ratification des militant.e.s les modifications statutaires proposées.

Nous proposons un travail en sablier, consultation large en amont, travail en petit groupe avec restitutions régulières, puis consultation large en aval avant le vote.

Première phase, d'ici à la fin 2018, la parole sera donnée via un site dédié à toutes et tous pour un diagnostic partagé et un recensement le plus large possible de ce qui est souhaitable avant de déterminer, dans un second temps, ce qui est possible.

Pour guider les parties prenantes dans leurs contributions, nous proposons 6 rubriques de questionnements :

- 1 - Quelles structures, quelle organisation ?
- 2 - quels moyens ou quels outils se donner pour aborder des questions de stratégie politique entre 2 congrès ?
- 3 - Comment mieux accueillir et mieux former ?
- 4 - Quels modes de désignation pour les responsabilités internes et les investitures aux élections ?
- 5 - Quels outils de communication et d'information ?
- 6 - Quels modes de régulation et de résolution des conflits ?

Par ailleurs, nous mettons à disposition une base documentaire, nos textes, bien entendu, mais également des compte-rendu d'expériences similaires conduites par d'autres formations et notamment nos amis et voisins belges d'Ecolo.

Ensuite, différentes questions seront posées directement aux adhérent-e-s sous la forme d'une consultation électronique.

L'idée est de dégager une sorte de "cahier des charges" dont un petit groupe s'emparera pour proposer une trame statutaire, en bénéficiant d'un accompagnement externe (autres partis verts, spécialistes de l'évolution des organisations etc.).

Cette ébauche et les différents scénarios qu'elle pourra comporter, seront soumis à consultation, amendements/observations/remarques des adhérent-e-s et parties prenantes.

Enfin, la proposition finale sera soumise au vote lors d'un référendum.